1974

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires bruxelloises et de la Coopération au Développement, le 26 novembre 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer", a donné le 12 décembre 1973 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e november 1973 door de Minister van Brusselse Aangelegenheden en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963, betreffende de overzeese sociale zekerheid", heeft de 12e december 1973 het volgend advies gegeven :

Dans la formule de présentation du projet, la référence à l'avis du Conseil d'Etat doit être omise, cet avis devant être annexé à l'exposé des motifs.

*

Article 1er.

Au dernier alinéa de cet article, il y a lieu de lire : "... après que l'employé a atteint...".

Article 2.

Le 1° de l'article 3bis devrait être rédigé en ces termes :

"1°) Ses dispositions forment un § 1er".

Au 5°, le liminaire suivant est proposé :

"5°) Il est complété par un § 2 libellé comme suit :

"§ 2. - Les périodes ayant donné lieu ..., visée à l'article 7, donnent lieu à ...(la suite comme au projet)".

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, la dernière phrase de l'alinéa 4 devrait être rédigée en ces termes :

.../...

"Leur durée totale entre en ligne de compte pour le nombre entier de mois qu'elle comporte".

La disposition de l'alinéa 3 serait mieux à sa place avant l'alinéa final.

Article 3.

Le 1° de l'article 3ter nouveau devrait être rédigé en ces termes :

"1°) Ses dispositions forment le § 1er".

Au 5°, le liminaire suivant est proposé :

"5°) Il est complété par un § 2 libellé comme suit :

§ 2. - Les périodes de maladie ou d'invalidité qui donnent lieu ...(la suite comme au projet)".

Article 4.

La portée de l'article 3quater, introduit dans la loi du 16 juin 1960 par l'article 4 du projet, apparaîtrait mieux s'il était complété comme suit :

"... pour l'application de la présente loi:

.../...

1° aux Belges et aux ressortissants de pays avec lesquels a été conclu un accord de réciprocité;

2° lorsqu'ils résident effectivement et habituellement en Belgique, aux réfugiés qui bénéficient de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953 ainsi qu'aux apatrides qui bénéficient de la Convention relative au statut des apatrides, signée à New-York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960".

L'article 18ter nouveau introduit par l'article 20 du projet devrait être adapté à la modification qui précède.

Article 5.

Il est proposé de rédiger comme suit le dernier alinéa de l'article 3quinquies :

"Le supplément est payable lorsque le bénéficiaire n'exerce d'activité que dans les limites fixées par le Roi en ce qui concerne les personnes qui jouissent d'une pension de retraite de travailleur salarié".

.../...

Article 6.

A l'article 3sexies, alinéa 2, il faut lire : "... est à charge du ...".

La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

Article 7.

Au § 1er de l'article 3septies, il y a lieu d'écrire : "... des cours du jour à cycle complet, donnent lieu ...".

Dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, il faut remplacer les mots : "... peuvent être prises en considération lorsque la personne ..." par les mots "... sont prises en considération lorsque la personne...".

Au 2° de l'alinéa 2 du § 1er, les mots "avant d'avoir exercé une activité professionnelle" doivent être remplacés par les mots "avant d'avoir repris une activité professionnelle".

Au § 3, alinéa 2, il faut lire : "... à un âge différent...", au lieu de "...à un autre âge...".

.../...

Article 8.

L'alinéa 2 de l'article 3octies devrait se lire :

"Les personnes visées à l'alinéa 1er doivent avoir effectivement bénéficié de la pension pour le mois de mai de l'année en cours et ne pouvoir...".

Article 9.

Le texte de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 5quater est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

"L'alinéa 1er s'applique également aux étrangers qui bénéficient, à charge de l'Office, d'avantages complémentaires à ceux qui sont prévus aux articles 4 et 5".

Article 11.

Le texte suivant est proposé pour l'article 5sexies :

.../...

"Article 5sexies. Sont à charge du Fonds des invalidités de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer, les majorations de rente et l'allocation accordée en application de l'arrêté royal du 7 mars 1953 portant attribution de majorations des rentes et allocations accordées en application des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation du dommage résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles survenus aux non-indigènes, modifié par les arrêtés royaux des 21 janvier 1957, 24 décembre 1957, 17 février 1959 et 16 juillet 1959".

Article 13.

L'article 6ter serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6ter. Dans le courant du mois de mai de chaque année, l'Office liquide une allocation familiale de vacances au bénéficiaire d'allocations familiales dues pour le mois d'avril précédent.

L'allocation familiale de vacances ;... (la suite comme au projet).

L'Office liquide de même tout avantage accordé en matière d'allocations familiales par une disposition applicable, après le 1er janvier 1972, aux travailleurs salariés.

.../...

Lorsque des avantages de même nature peuvent être obtenus en vertu d'autres dispositions, seule la différence est due".

Article 14.

L'alinéa 2 ajouté à l'article 7 pourrait être rédigé comme suit :

"Les avantages prévus à l'article 6ter sont compris dans ces allocations".

Article 17.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 4 de l'article 8ter :

"L'allocation est payée à la personne qui a déboursé effectivement les frais funéraires; lorsque l'allocation est payée à une personne morale, elle ne peut excéder les débours réels".

Article 18.

Dans le texte de l'article 10bis, il y a lieu de remplacer les mots "sont sujets aux mêmes adaptations" par les mots "suivent les mêmes adaptations".

.../...

Article 20.

Il est proposé de rédiger l'article 18ter en ces termes :

"Article 18ter. Les dispositions de l'article 3, alinéas 2 et 3, ainsi que celles des articles 3bis, 3ter, 3quinquies à 3octies, ... ne sont pas applicables aux étrangers, sauf disposition contraire d'un accord de réciprocité conclu avec leur pays.

Toutefois, ces dispositions sont applicables, lorsqu'ils résident effectivement et habituellement en Belgique, aux réfugiés qui bénéficient de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et approuvée par la loi du 26 juin 1953 ainsi qu'aux apatrides qui bénéficient de la Convention relative au statut des apatrides, signée à New-York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960".

Cette observation fait suite à celle qui a été formulée à propos de l'article 4 du projet.

Article 27.

Par analogie avec le texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 6ter, inséré dans la loi par l'article 13 du projet, le texte suivant est proposé :

.../...

"§ 2bis. Dans le courant du mois de mai de chaque année, l'Office liquide une allocation familiale de vacances au bénéficiaire d'allocations familiales dues pour le mois d'avril précédent.

L'allocation familiale de vacances ... (la suite comme à l'alinéa 2 du projet).

L'Office liquide de même tout avantage accordé en matière d'allocations familiales par une disposition applicable après le 1er janvier 1972 aux travailleurs salariés.

Lorsque des avantages de même nature peuvent être obtenus en vertu d'autres dispositions, seule la différence est due".

Article 29.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 de l'article 49bis :

"L'allocation est payée à la personne qui a déboursé effectivement les frais funéraires; lorsque l'allocation est payée à une personne morale, elle ne peut excéder les débours réels".

.../...

Article 30.

La rédaction proposée pour l'article 51 devrait être modifiée en s'inspirant des observations faites à propos des articles 4 et 20 du projet.

Article 31.

Le texte suivant est proposé pour le dernier alinéa de l'article 53 :

"Le coefficient ne peut être inférieur à l'unité".

Article 33.

A l'alinéa 1er du § 1er de l'article 63ter, les mots "peuvent donner lieu ..." doivent être remplacés par les mots "donnent lieu ...".

Dans la phrase liminaire de l'alinéa 2, il faut lire : "Ces années d'études sont prises en considération ...".

Au 2° de ce même alinéa, les mots "avant d'avoir exercé une activité professionnelle" doivent être remplacés par les mots "avant d'avoir repris une activité professionnelle".

.../...

Article 34.

A cet article il y a lieu de préciser que la modification porte sur l'article 64, alinéa 1er.

Article 36.

Au liminaire, il y a lieu de remplacer les mots : "par les dispositions suivantes" par les mots : "par la disposition suivante".

Dans le texte du nouvel article 71bis, il y a lieu de remplacer les mots "cessent d'être appliquées" par les mots "ne sont plus applicables".

Article 39.

Le texte suivant est proposé pour cet article :

"Article 39.-

Le Roi peut coordonner les dispositions des lois du 16 juin 1960 et 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

.../...

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie;

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : "Lois relatives à ... coordonnées le ...".

Article 40.

Les dispositions énumérées aux 1°, 2° et 4° de cet article produiront leurs effets à une date antérieure à celle de l'entrée en vigueur de la loi. Il y a donc lieu de faire précéder leur énumération par l'expression "Produisent leurs effets" et non par l'expression "Entrent en vigueur", cette dernière expression devant précéder la seule disposition faisant l'objet du 3°.

..../...

Le schéma de l'article 40 serait dès lors, le suivant :

"Produisent leurs effets :

1° le 1er juillet 1960 : l'article 34 ...(voir l'observation relative au 1°);

2° le 1er janvier 1973 ...(voir l'observation relative au 2°);

3° (Voir l'observation relative au 4°).

Entrent en vigueur :

le premier jour du mois qui suit ... (comme au 3° du projet)".

<u>En ce qui concerne le 1° de l'article 40</u>.

Comme ce fut le cas dans le projet devenu la loi du 22 février 1971, la volonté du Gouvernement, à propos de l'article 34 du présent projet, est de permettre la révision des dossiers, sans qu'il s'ensuive une majoration des prestations pour le passé.

Il est, dès lors, proposé de préciser le 1° comme suit :

"1° le 1er juillet 1960 : article 34. Toutefois, les prestations déterminées, compte tenu de cet article, sont dues à partir du mois qui suit la publication de la présente loi, sans qu'il s'ensuive une majoration des prestations pour le passé;".

.../...

En ce qui concerne le 2° de l'article 40.

L'énumération des articles figurant dans cette disposition ne paraît pas être complète et devrait être revue. A cet égard, il y a lieu, notamment, de mentionner l'article 2, 5°, dernier alinéa, qui n'est pas visé dans l'énumération. Telle qu'elle est rédigée cette disposition semble avoir une portée rétroactive générale. Or, telle n'est pas l'intention du Gouvernement: une personne pensionnée en 1965 ne percevra pas d'allocation complémentaire pour les années 1965-1972. Il s'imposerait, dès lors, d'ajouter l'article 2, 5°, dernier alinéa, aux articles énumérés dans l'article 40, 2°.

En ce qui concerne le 4° de l'article 40.

En matière sociale, l'habitude du Gouvernement est de faire coïncider les modifications de régime avec un premier janvier. Se conformer à cette pratique n'offrirait aucun inconvénient en ce qui concerne les dispositions visées au 4°. Celles-ci, en effet, fixent expressément au mois de mai l'époque des paiements, ce qui n'empêche nullement que ces dispositions puissent produire effet au 1er janvier.

In het indieningsbesluit moet de verwijzing naar het advies van de Raad van State vervallen; dat advies moet bij de memorie van toelichting worden gevoegd.

*

Artikel 1.

In de Franse tekst van dit artikel, laatste lid, moet worden gelezen : "... après que l'employé a atteint ...".

Artikel 2.

De tekst onder 1° van artikel 3bis zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"1°) De bepalingen ervan vormen een § 1".

Onder 5° leze men de inleidende volzin als volgt :

"5°) Het wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

"§ 2. - Over de tijdvakken waarover ... de in artikel 7 genoemde toelage ..., wordt uit het ... toegekend".

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst dient de laatste volzin van het vierde lid als volgt te worden geredigeerd :

.../...

"Leur durée totale entre en ligne de compte pour le nombre entier de mois qu'elle comporte".

De bepaling van het derde lid zou beter vóór het laatste lid komen.

Artikel 3.

De tekst onder 1° van het nieuwe artikel 3ter zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"1°) De bepalingen ervan vormen een § 1".

Onder 5° leze men de inleidende volzin als volgt :

"5°) Het wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

"§ 2. - De tijdvakken ... toegekend wordt ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

De strekking van het door artikel 4 van het ontwerp in de wet van 16 juni 1960 ingevoegde artikel 3quater zou beter tot uiting komen indien de tekst als volgt werd aangevuld :

"... en Ruanda-Urundi houden op uitwerking te hebben voor de toepassing van deze wet :

.../...

1° op de Belgen en op de onderdanen van landen waarmede een wederkerigheidsakkoord is gesloten;

2° wanneer zij werkelijk en gewoonlijk in België verblijven, op de vluchtelingen die het voordeel genieten van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953, alsook op de staatlozen die het voordeel genieten van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New-York op 28 september 1954 en goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960".

Het nieuwe artikel 18ter, dat wordt ingevoegd door artikel 20 van het ontwerp, zou aan deze wijziging moeten worden aangepast.

Artikel 5.

Voorgesteld wordt, het laatste lid van artikel 3quinquies als volgt te redigeren :

"Het supplement is betaalbaar wanneer de gerechtigde geen werkzaamheid uitoefent dan binnen de grenzen, door de Koning bepaald voor de personen die een rustpensioen voor werknemers genieten".

Artikel 6.

In de Franse tekst van artikel 3sexies, tweede lid, moet worden gelezen : "... est à charge du ...".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor andere bepalingen van het ontwerp.

Artikel 7.

In § 1 van artikel 3septies zou moeten worden gelezen : "... daglessen met volledig leerplan gevolgd heeft, worden ... en weduwenrenten toegekend".

In de inleidende volzin van het tweede lid moeten de woorden "De studiejaren kunnen aangerekend worden", worden vervangen door : "Die studiejaren worden aangerekend ...".

In de tekst onder 2° van het tweede lid van § 1 moeten de woorden "te hebben aangevat" worden vervangen door : "te hebben hervat".

In de Franse tekst van § 3, tweede lid, moet worden gelezen : "... à un âge différent" in plaats van "... à un autre âge".

Artikel 8.

De Franse tekst van artikel 3octies, tweede lid, zou als volgt moeten worden gelezen :

"Les personnes visées à l'alinéa 1er doivent avoir effectivement bénéficié de la pension pour le mois de mai de l'année en cours et ne pouvoir ...".

.../...

Artikel 9.

De tekst van het tweede lid zou beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 5quater wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Het eerste lid is eveneens van toepassing op vreemdelingen die, ten laste van de Dienst, voordelen genieten ter aanvulling van die welke bepaald zijn in de artikelen 4 en 5".

Artikel 11.

Voor artikel 5sexies wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 5sexies. Uit het Invaliditeitsfonds van de Dienst voor de overzeese sociale zekerheid worden betaald de verhogingen van de renten en de toelage, toegekend op grond van het koninklijk besluit van 7 maart 1953 houdende toekenning van verhogingen der renten en toelagen, verleend met toepassing van de decreten van 20 december 1945 tot regeling van de schadeloosstelling van arbeidsongevallen en beroepsziekten, overkomen aan de niet-inlanders, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 januari 1957, 24 december 1957, 17 februari 1959 en 16 juli 1959".

.../...

Artikel 13.

Artikel 6ter zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6ter. In de loop van de maand mei van ieder jaar keert de Dienst gezinsvakantiegeld uit aan de gerechtigde op kinderbijslag voor de maand april van hetzelfde jaar.

Het gezinsvakantiegeld is gelijk aan datgene dat wordt toegekend krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers.

De Dienst keert evenzo ieder voordeel uit dat inzake kinderbijslag wordt toegekend door een bepaling die na 1 januari 1972 van toepassing is op de werknemers.

Kunnen voordelen van dezelfde aard worden verkregen op grond van andere bepalingen, dan is alleen het verschil verschuldigd".

Artikel 14.

Het aan artikel 7 toegevoegde lid kan als volgt worden gelezen :

"De in artikel 6ter bedoelde voordelen zijn in die toelagen begrepen".

.../...

Artikel 17.

Voorgesteld wordt het vierde lid van artikel 8ter als volgt te redigeren :

"De vergoeding wordt uitgekeerd aan de persoon die de begrafeniskosten werkelijk heeft betaald; wordt de toelage uitgekeerd aan een rechtspersoon, dan mag zij het werkelijk betaalde niet overschrijden".

Artikel 18.

In de Franse tekst van het nieuwe artikel 10bis leze men : "... suivent les mêmes adaptations".

Artikel 20.

Voorgesteld wordt artikel 18ter als volgt te redigeren :

"Artikel 18ter. De artikelen 3, tweede en derde lid, 3bis, 3ter, 3quinquies tot 3octies, 5bis, 5quinquies, 5septies, 6ter, 7, tweede lid, 7bis, 8ter en 9bis zijn niet van toepassing op vreemdelingen, tenzij anders is bepaald in een met hun land gesloten wederkerigheidsakkoord.

Die bepalingen zijn echter van toepassing op vluchtelingen die het voordeel genieten van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen ondertekend te Genève op 28 juli 1951 en goedgekeurd bij de wet van 26 juni 1953, alsook op staatlozen die het voordeel

.../...

genieten van het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New-York op 28 september 1954 en goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960, voor zover die vluchtelingen en staatlozen werkelijk en gewoonlijk in België verblijven".

Deze opmerking sluit aan bij die welke gemaakt is in verband met artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 27.

Naar analogie met de tekst welke de Raad van State heeft voorgesteld voor artikel 6ter, door artikel 13 van het ontwerp in de wet ingevoegd, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2bis. In de loop van de maand mei van ieder jaar keert de Dienst gezinsvakantiegeld uit aan de gerechtigde op kinderbijslag voor de maand april van hetzelfde jaar.

Het gezinsvakantiegeld is gelijk aan datgene dat wordt toegekend krachtens de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers.

De Dienst keert evenzo ieder voordeel uit dat inzake kinderbijslag wordt toegekend door een bepaling die na 1 januari 1972 van toepassing is op werknemers.

Kunnen voordelen van dezelfde aard worden verkregen op grond van andere bepalingen, dan is alleen het verschil verschuldigd".

.../...

Artikel 29.

Voor het derde lid van artikel 49bis wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De vergoeding wordt uitgekeerd aan de persoon die de begrafeniskosten werkelijk heeft betaald; wordt de toelage uitgekeerd aan een rechtspersoon, dan mag zij het werkelijk betaalde niet overschrijden".

Artikel 30.

De voor artikel 51 voorgestelde tekst zou moeten worden gewijzigd aan de hand van de opmerkingen die bij de artikelen 4 en 20 van het ontwerp gemaakt zijn.

Artikel 31.

Het laatste lid van het nieuwe artikel 53 redigeremen als volgt :

"De coëfficiënt mag niet kleiner zijn dan de eenheid".

Artikel 33.

In het eerste lid van § 1 van artikel 63ter moet worden gelezen : "... daglessen met volledig leerplan gevolgd heeft, worden ... en weduwenrenten toegekend".

.../...

In de inleidende volzin van het tweede lid moet worden gelezen : "De studiejaren worden aangerekend ...".

In de tekst onder 2° van datzelfde lid moeten de woorden "te hebben aangevat" worden vervangen door "te hebben hervat".

Artikel 34.

In dit artikel moet worden gepreciseerd dat de wijziging betrekking heeft op artikel 64, eerste lid.

Artikel 36.

Men redigere dit artikel als volgt :

"Artikel 71bis, in dezelfde wet ingevoegd bij de wet van 22 februari 1971, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 71bis. De artikelen 20bis, 22bis, 26bis en 38bis zijn niet meer van toepassing wanneer de gerechtigde aanspraak kan maken op toepassing van het bepaalde in hoofdstuk VI van deze wet".

Artikel 39.

Dit artikel redigere men als volgt :

.../...

"Artikel 39.-

De Koning kan de bepalingen van de wetten van 16 juni 1960 en 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid coördineren met de bepalingen die deze wetten op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd hebben.

Te dien einde kan Hij :

1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen vernummeren in overeenstemming met de nieuwe nummering;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen in de te coördineren bepalingen vervat, de redactie van die bepalingen wijzigen met het oog op hun overeenstemming en de eenheid in de terminologie,

De coördinaties zullen het volgende opschrift dragen : "Wetten betreffende de ... gecoördineerd op ...".

Artikel 40.

De onder 1°, 2° en 4° van dit artikel genoemde bepalingen zullen uitwerking hebben op een datum vóór die waarop de wet in werking treedt. De opsomming behoort derhalve te worden voorafgegaan door de woorden : "Uitwerking hebben :" in plaats van "Worden van kracht :". Alleen de bepaling onder 3° moet worden voorafgegaan door de woorden "In werking treden :".

Artikel 40 zou dan volgens het volgende schema worden geredigeerd :

.../...

"Uitwerking hebben :

1° op 1 juli 1960 : artikel 34 ... (zie de opmerking bij 1°);

2° op 1 januari 1973 ... (zie de opmerking bij 2°);

3° (zie de opmerking bij 4°).

In werking treden :

de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze wet bekendgemaakt wordt ... (zoals onder 3° van het ontwerp)".

Wat de tekst onder 1° van artikel 40 betreft.

Zoals ook het geval was in het ontwerp dat de wet van 22 februari 1971 geworden is, is de bedoeling van de Regering met artikel 34 van het onderhavige ontwerp dat de dossiers kunnen worden herzien zonder dat dit een verhoging van de uitkeringen voor het verleden tot gevolg heeft.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst onder 1° als volgt te verduidelijken :

"1° op 1 juli 1960 : artikel 34. De met inachtneming van dat artikel berekende uitkeringen zijn evenwel verschuldigd vanaf de maand die volgt op de bekendmaking van deze wet, zonder dat daaruit een verhoging van de uitkeringen voor het verleden volgt;".

Wat de tekst onder 2° van artikel 40 betreft.

De opsomming van de artikelen in deze bepaling blijkt niet volledig te zijn en moet worden herzien. Zo dient onder meer melding te worden gemaakt van artikel 2, 5°, laatste lid, dat in de opsomming niet voorkomt. Zoals deze bepaling is

.../...

geredigeerd lijkt zij een algemene terugwerkende kracht te hebben. Zo bedoelt de Regering het echter niet : hij die in 1965 gepensioneerd is, zal geen aanvullende toelage ontvangen voor de jaren 1965-1972. Artikel 2, 5°, laatste lid, zou derhalve moeten worden toegevoegd aan de in artikel 40, 2°, opgesomde artikelen.

Wat de tekst onder 4° van artikel 40 betreft.

In sociale aangelegenheden laat de Regering regimewijzigingen gewoonlijk samenvallen met een eerste januari. Zo te handelen, zou geen enkel bezwaar opleveren wat betreft de bepalingen bedoeld onder 4°. Deze stellen als tijdstip van de betalingen immers uitdrukkelijk de maand mei, hetgeen hoegenaamd niet verhindert dat die bepalingen uitwerking kunnen hebben op 1 januari.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.